

III. ENERGIE

III.1 : PRISE DE DECISIONS : STRATEGIES, POLITIQUES, PROGRAMMES ET PLANS, LEGISLATION, INSTRUMENTS DE POLITIQUE ET CADRE REGLEMENTAIRE, PARTICIPATION DES GRANDS GROUPES

III.1.1 Accès à l'électricité à d'autres services énergétiques, grâce à l'extension des réseaux et à des techniques énergétiques décentralisées aussi bien dans les zones urbaines que rurales

Concernant le sous-secteur de l'**électricité**, l'État du Sénégal s'est fixé des objectifs ambitieux. Ainsi, concernant l'électrification rurale, l'objectif est de rehausser le taux actuel de 15% à 62% à l'horizon 2022. A cet effet, un plan d'action dans le cadre d'un programme pluriannuel 2003-2022, étalé sur 4 périodes, a été défini. Pour réaliser cet objectif, l'Etat a mis en place l'Agence Sénégalaise de l'Electrification Rurale (ASER) dont la vocation est de promouvoir le développement de l'électrification rurale. Ainsi, le pays a été divisé en 18 concessions qui seront concédées à des sociétés privées, à l'issue d'un appel d'offres. D'importantes mesures d'accompagnement sont attendues de la part des Bailleurs de Fonds (Banque Mondiale, Banque Africaine de Développement, etc...) afin de faciliter durant les cinq premières années de la concession, l'instauration des équilibres technique, économique et financier. Le montant de ces investissements est estimé à 212 milliards de F CFA. Parallèlement à ce programme, l'ASER a mis en œuvre plusieurs autres projets d'électrification rurale par voie classique et par voie solaire. Ainsi, grâce à l'appui de la coopération espagnole, plus de 10.000 ménages ruraux ont été équipés en systèmes photovoltaïques décentralisés, ce qui a contribué grandement à l'atteinte des objectifs dans ce domaine. De même la SENELEC a poursuivi le programme d'électrification des localités situées sur son périmètre dans le cadre des lettres de convention signées avec l'Etat. Pour ce qui est de l'électrification urbaine, le secteur était confronté à deux problèmes majeurs :

- le déficit de production de la Société d'Electricité occasionnant des délestages préjudiciables à l'Economie Nationale ;
- le réseau de distribution, de par son étendue et son état n'était pas en mesure de satisfaire la demande.

Pour pallier cette situation, une réforme a été introduite, en 1998, ouvrant la production à des producteurs indépendants. Par ailleurs, après la privatisation non réussie de 1999 et la tentative d'une 2^{ème} privatisation, en 2001, qui n'a pas abouti, les autorités ont élaboré un programme de mise à niveau de la Société Nationale d'Electricité(Sénélec). Ce programme, actuellement en cours, devrait à terme rendre performante la Sénélec et faciliter sa privatisation qui reste l'option retenue par le Gouvernement.

III.1.2 Utilisation efficace de l'énergie dans le secteur des ménages et dans le secteur commercial.

Grâce à l'introduction de fourneaux améliorés ou de gaz de pétrole liquéfié(GPL) pour la cuisson des aliments, de normes minimales de rendement énergétique pour les appareils électriques et l'éclairage ou de codes de construction à haut rendement énergétique, et à l'installation de compteurs prépayés, l'efficacité énergétique est accrue.

Dans le domaine des combustibles domestiques où le bois et le charbon de bois occupent une part prépondérante, les efforts entrepris consistent à :

- réduire la consommation de bois grâce à la vulgarisation de foyers améliorés et ;
- trouver des énergies de substitutions au bois et charbon de bois.

Pour atteindre ces objectifs, trois projets sont actuellement mis en œuvre . Il s'agit :

- du Programme de Gestion Durable et Participative des Energies Traditionnelles et de Substitution (PROGEDE) financé par la banque mondiale et qui a eu comme principal résultat la mise au point et la diffusion de réchauds de kérosène, de foyers améliorés la mise au point de combustibles de substitution(gel fuel, brique de Typha, etc...) ;
- du Projet Régional de Promotion des Energies Domestiques et Alternative (PREDAS) qui est un projet régional financé par l'Union Européenne dont les études ont permis de cerner les paramètres et de définir des stratégies pour une bonne maîtrise de la filière combustible domestique par les acteurs ;
- du Programme d'Electrification Rurale et d'Approvisionnement Durable en Combustibles Domestiques (PERACOD) financé par l'Allemagne ayant pour objectif promouvoir l'accès des populations rurales des régions concernées aux services de l'énergie

Dans le domaine de l'électricité, il convient de signaler que la Senelec a initié en 1999, un programme d'installations de 10 000 lampes à basse consommation à travers le Sénégal. Ces lampes sont installées dans les Bâtiments appartenant à l'Etat, les hôtels, les camps militaires et les domiciles du personnel de l'entreprise qui bénéficie d'un tarif préférentiel pour l'électricité. Ce programme a été réalisé à une période où le déficit énergétique était important et aucun moyen de production ne pouvait être mis en service dans un court délai.

Les résultats de ce programme n'ont pas fait l'objet d'évaluation pour pouvoir en mesurer l'efficacité réelle. De même l'opération de diffusion de chauffe- eau solaires, lancée par le Gouvernement et les Sociétés Publiques de construction de logements, n'a pas donné tous les résultats attendus.

S'agissant de l'économie d'énergie dans les bâtiments, un projet expérimental (ENERBAT) financé par le PNUD avait été conduit au Sénégal et en Côte d'Ivoire. Ce projet a produit d'importants résultats qui attendent d'être exploités par le Gouvernement et les acteurs du secteur.

III.1.3 Efficacité accrue de l'alimentation en énergie (production, transport et distribution de l'énergie)

Pour le sous-secteur combustibles domestiques, les programmes en cours ont tous pour objectif premier d'améliorer l'efficacité de l'alimentation énergétique. Les résultats de ces programmes restent, pour le moment, mitigés. Si l'introduction du gaz butane en substitution au bois a été une réussite notamment en ville, la pression sur les forêts reste encore importante. Par ailleurs, la diffusion des foyers améliorés et la recherche d'autres combustibles de substitution (autre que le gaz) n'ont pas connu de succès probants.

Pour les hydrocarbures, malgré les réformes introduites en 1998, l'efficacité du secteur reste encore à améliorer fortement. En effet, la baisse des prix, qui devait résulter de la réforme,

grâce à l'entrée de nouveaux opérateurs, n'a pas eu lieu. De plus, les activités des nouveaux opérateurs ont été freinées par l'absence de capacité de stockage jusque là détenue pour l'essentiel par les majors. Pour lever ces contraintes, l'Etat du Sénégal envisage d'appuyer les privés nationaux dans la réalisation d'un centre de stockage d'hydrocarbures de grande capacité.

S'agissant de l'électricité, après la libéralisation de sa production et l'arrivée de l'hydroélectricité de Manantali (barrage réalisé par le Sénégal, le Mali et la Mauritanie sur le Fleuve Sénégal), le déficit s'est nettement réduit et plusieurs programmes sont en cours qui devraient à terme résoudre durablement le problème. Pour ce qui est du transport et de la distribution de l'électricité dont les problèmes sont mis en exergue depuis que le segment de la production a connu une amélioration, la situation devait connaître une physionomie plus reluisante avec les projets initiés par la nouvelle équipe dirigeante de la SENELEC (Ligne HT Tobène-Touba –Kaolack, Ligne HT Dakar-Mbour, etc...).

III.1.4 Mesures visant à faciliter le transfert des technologies modernes telles que les mesures de promotion de l'exportation ou la création de conditions propices à l'investissement.

Un nouveau code des investissements plus attractif a été adopté (Loi N°2004-06 du 06 Février 2004). De même un nouveau code des Impôts a été mis en œuvre (Loi N° 2004-12 du 06 Février 2004). Ces deux codes accordent une place de choix au transfert de technologie et à l'adoption de technologies modernes. Cette politique a déjà donné quelques résultats positifs (création d'une nouvelle cimenterie utilisant les technologies les plus pointues moins nuisibles à l'environnement, modernisation en cours des Industries Chimiques du Sénégal, de la Société Africaine de raffinage).

Le financement de l'activité économique, en raison de la faiblesse des ressources longues, pose encore des problèmes difficilement insolubles. Ainsi les PME-PMI éprouvent d'énormes difficultés pour trouver des financements nécessaires à l'acquisition des technologies et des équipements de production. Face à la défaillance des banques commerciales, les acteurs se tournent de plus en plus vers le financement Mutualiste qui connaît, année après année, un engouement certain. Ce type de financement souffre cependant de quelques limites liées notamment à sa capacité à faire face aux demandes en constante augmentation d'un secteur en pleine croissance.

III.1.5 Réforme ou réorganisation du secteur de l'énergie au cours des 10 dernières années en vue d'améliorer le fonctionnement des marchés de l'énergie

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique énergétique, le Sénégal a eu à élaborer ces dernières années, deux (2) Lettres de Politique de Développement du Secteur de l'Énergie (LPDSE) respectivement en janvier 1997 et en avril 2003.

La **première politique**, adoptée en 1997, avait pour objectifs globaux (i) d'éliminer les inefficacités (ii) de diminuer le coût d'approvisionnement supporté par les consommateurs et (iii) de favoriser le financement du développement du secteur de l'énergie.

Pour ce faire, il est retenu de redéfinir les missions de l'État, de promouvoir une plus grande participation du secteur privé, de libéraliser ce secteur et de créer les conditions d'une saine concurrence.

Pour chacun des sous-secteurs de l'énergie (électricité, produits pétroliers ainsi que le sous-secteur des combustibles domestiques), il a été défini des objectifs à atteindre. Dans le domaine de l'électricité il s'agissait de :

- assurer la garantie de l'approvisionnement en électricité, dans les meilleures conditions de prix et de sécurité, compatibles avec la situation économique du pays ;
- accélérer l'électrification rurale du pays (15% en 2005 et 62% en 2022).

Pour cela, les mesures suivantes ont été prises:

- restructuration du secteur en introduisant la compétition au niveau de la production et de la distribution;
- ouverture du capital de SENELEC au secteur privé pour favoriser :
 - le financement du développement du secteur ;
 - l'amélioration des conditions de fourniture, notamment en terme de continuité de service ;
 - le gain d'efficacité dans les différents compartiments (technique, économique et financier);
 - la réduction du coût de l'énergie électrique.

En matière d'hydrocarbures, la stratégie était orientée vers :

- le recentrage des missions de PETROSEN dans la promotion du bassin sédimentaire ; il faudra rendre le bassin sédimentaire plus attractif pour les investisseurs privés dans le domaine de la recherche ;
- la diminution du coût des produits en libéralisant totalement les activités qui sont exercées par des opérateurs privés, mais sous une forme monopolistique, et en stimulant la concurrence.

Pour les combustibles domestiques, il a été décidé de faire :

- des gestionnaires légaux des ressources forestières, les bénéficiaires des revenus issus de la vente du bois des forêts ;
- des quotas, des quantités à prélever annuellement en termes de volume de bois sur pied ou de stère, en tenant compte de la capacité de régénération des forêts ;
- d'instaurer la libération des prix du charbon est de mettre en place un système de régulation de la filière ;
- d'adopter d'un plan de suppression de la subvention sur le gaz butane pour tenir compte des contraintes financières de l'Etat ;
- de mettre en œuvre des mesures adéquates en vue de diversifier les combustibles de cuisson proposés aux ménages, notamment le kérosène.

La mise en œuvre de cette politique, dont la plupart des mesures et actions préconisées ont été réalisées, a permis d'enregistrer des résultats significatifs dans le secteur de l'énergie. Ces résultats ont préfiguré les importantes réformes du cadre législatif et réglementaire de 1998. C'est pour consolider ces résultats et installer le secteur de l'énergie sur des bases de développement plus saines que la **deuxième Politique sectorielle de l'énergie** a été initiée et mise en œuvre depuis 2003.

Partant des difficultés d'application de certains aspects de la réforme du secteur de l'énergie intervenue en 1998 et dans le cadre global des changements opérés dans certains axes et objectifs de la stratégie de développement du pays depuis 2000, une nouvelle politique a été

définie le 9 avril 2003. Cette stratégie précise les mesures à prendre ainsi que le calendrier retenu pour leur mise en œuvre. Parmi ces mesures, l'on peut noter :

Concernant le sous-secteur de **l'électricité**, de nouveaux changements institutionnels ont été introduits visant la structure de l'industrie électrique et la répartition judicieuse des rôles entre l'État et le secteur privé. Il s'agit en particulier de procéder à une restructuration industrielle de la SENELEC, du désengagement de l'État avec l'option de concession retenue pour les activités de cette société dont la majorité des actions sera détenue par un Partenaire Stratégique. Concernant l'électrification rurale, l'objectif est de rehausser le taux en 2002 de 8% à 15% en 2005 et 62% à l'horizon 2022. A cet effet, un plan d'action dans le cadre d'un programme pluriannuel 2003-2022, étalé sur 4 séquences de 5 années, a été décliné et est estimé à 400 millions de dollars des Etats-Unis. Pour l'atteinte de ces objectifs, l'État du Sénégal entend adopter les éventuelles modifications nécessaires dans le domaine fiscal pour rendre le cadre législatif et réglementaire attractif pour les opérateurs et les usagers. A ce titre, il convient de noter déjà l'exonération de TVA sur les factures des usagers à faible consommation. Il est également prévu de mettre en place un Fonds d'Electrification Rurale ainsi que des actions de promotion et de maîtrise de l'énergie.

Pour ce qui est du sous-secteur des **hydrocarbures**, la politique de promotion du bassin sédimentaire sera poursuivie avec notamment un important programme d'acquisition de données sismiques qui est mis en œuvre dès 2004. Les options de libéralisation et d'instauration de la concurrence seront impulsées. Des produits pétroliers de qualité seront promus en tenant compte des normes internationales sur les teneurs acceptables en plomb et en soufre. Le contrôle de qualité se fera si nécessaire, par le biais de laboratoires indépendants. Il est également prévu d'instituer une redevance destinée à couvrir les frais de fonctionnement du Secrétariat Permanent du Comité National des Hydrocarbures. Il reste entendu que la fiscalité répondra aux critères de convergence définis au niveau communautaire de l'UEMOA.

S'agissant du sous-secteur des **combustibles domestiques**, les préoccupations environnementales seront au cœur des actions qui seront menées. Ainsi, entre autres mesures, l'introduction et la généralisation dès janvier 2004 de la meule casamançaise a été décidée. Les combustibles de substitution seront également promus notamment le charbon de biomasse (typha, balles de riz,...), le kérosène et le gel fuel.

III.1.6 Cadres juridiques et réglementaires liés à la politique énergétique

La loi d'orientation n°98-29 du 14 avril 1998 a défini un nouveau cadre législatif pour le **secteur électrique** et a conduit à une restructuration complète du secteur, visant à instaurer des conditions de compétitivité avec notamment l'octroi de toute nouvelle capacité de production à des producteurs indépendants, le principe de l'accès des tiers au réseau de transport (qui reste un monopole de la SENELEC) et l'introduction de la concurrence dans la distribution. Le modèle structurel retenu par le cadre législatif est le Modèle de l'Acheteur Unique pour une période de dix (10) ans. La Société Nationale d'Electricité (SENELEC) a été choisie pour être l' Acheteur Unique. A cet effet, la SENELEC devra introduire une séparation comptable entre ses activités principales dans un délai de 3 ans à compter de la date de signature de son contrat de concession. Aux termes de la loi 98-29 du 14 avril 1998, les lignes électriques qui étaient classées jusque-là dans le domaine public artificiel de l'Etat, sont devenues propriété de SENELEC.

Le cadre institutionnel du secteur a également été rénové avec la création d'une Commission de Régulation du Secteur de l'Électricité et d'une Agence d'Électrification Rurale et le rôle des acteurs a été redéfini :

- État : il définit les objectifs en matière de politique sectorielle : dans ce cadre, le Ministre chargé de l'Énergie :
 - établit un plan national d'électrification ;
 - définit les zones de concession rurales susceptibles d'être octroyées par appel d'offres ;
 - définit les préférences nationales en matière de ressources énergétiques pour la production de l'énergie électrique ; et
 - accorde les licences et les concessions, sur recommandation de la Commission de Régulation.
- La Commission de Régulation : c'est une autorité indépendante, chargée de la régulation des activités de production, transport, distribution et vente d'électricité. La Commission de Régulation du Secteur Électrique (CRSE) a été mise en place en décembre 1999 avec la nomination du président ainsi que des deux autres membres. Dans certaines de ses attributions que lui confère la Loi, la CRSE agit en tant que conseiller du Ministre en charge de l'électricité. Par exemple, elle instruit les demandes de licence et de concession et elle est chargée de rédiger les licences et contrat de concession octroyés par le Ministre. Elle apporte toute modification d'ordre général aux licences, aux concessions ou à leur cahier des charges.
- L'Agence Sénégalaise d'Électrification Rurale (ASER) : Elle s'occupe exclusivement de l'électrification rurale et a pour mission principale de soutenir la mise en œuvre de programmes de développement de l'électrification rurale hors du périmètre de SENELEC, en accordant l'assistance technique et l'assistance financière requises aux entreprises et aux particuliers intervenant en zone rurale. L'ASER développe les programmes d'électrification rurale arrêtés sur la base d'un plan défini par le Ministère chargé de l'Énergie.

Pour le Secteur pétrolier, en amont, du fait des problèmes du financement de l'exploration, l'avenir de la prospection dépend des efforts qui seront déployés par le Gouvernement pour attirer les sociétés pétrolières. A cet effet, un Code pétrolier (loi n° 98-05 du 08 janvier 1998) plus attractif que les précédents a été promulgué. Le nouveau Code pétrolier contient des innovations que l'on peut qualifier d'essentielles, à savoir :

- une durée de validité des concessions de 25 ans, qui peut être prorogée d'une période de 10 ans renouvelable ;
- des dispositions sur la protection de l'environnement qui sont améliorées selon les tendances de la pratique internationale ;
- la suppression du bonus versé à la signature d'une convention ou d'un contrat de service ;
- un taux de redevance assise sur les productions de pétrole brut ou de gaz désormais entre un minimum de 2% et un maximum de 10% contre 12,5% dans l'ancien code ;
- le renforcement des avantages fiscaux et douaniers du Code de 1986 qui prévoit que les titulaires de conventions ou de contrats de service ainsi que les entreprises qui leur sont associées dans le cadre des protocoles ou accords sont exonérés pendant les phases de

recherche et de développement de tous taxes et impôts.

En outre, les statuts de la Société Nationale des Pétroles du Sénégal(PETROSEN), société appartenant à l'Etat ont été révisés dans le sens de recentrer ses missions dans la promotion du bassin sédimentaire. Dans ce contexte, d'importants efforts sont en train d'être déployés au niveau de PETROSEN qui a déjà identifié un programme d'études pour la promotion du bassin sédimentaire sénégalais. Ce programme bénéficie d'un appui financier de la Banque Mondiale.

Par ailleurs, PETROSEN a engagé les études relatives à la faisabilité d'installation de capacités de stockage en vue d'améliorer les conditions d'entrée de nouveaux opérateurs dans le secteur.

En aval, un nouveau cadre légal et réglementaire a été institué, à travers la loi n° 98-31 du 14 avril 1998 relative aux activités d'importation, de raffinage, de stockage, de transport et de distribution des hydrocarbures et ses décrets d'application. Ce nouveau cadre légal et réglementaire est caractérisé par les principales innovations suivantes :

- libéralisation de toutes les activités du secteur ;
- suppression du monopole de fait de la Société Africaine de Raffinage (SAR) dans l'approvisionnement du pays ;
- suppression de l'exclusivité d'accès aux produits de la SAR pour les seuls actionnaires de la raffinerie ;
- instauration d'un système de licences pour l'exercice des activités dans le sous-secteur ;
- égal accès des tiers aux infrastructures de réception, stockage et chargement des produits pétroliers ;
- établissement d'une nouvelle politique des prix des produits pétroliers raffinés qui instaure désormais des prix-plafond ajustés mensuellement suivant le niveau des cours internationaux.

En termes d'impact, on signale que les opérateurs indépendants qui exerçaient des activités dans le secteur par le biais des distributeurs, ont désormais directement accès aux produits de la Société Africaine de raffinage (SAR) et aux installations de stockage, contribuant ainsi au renforcement de la concurrence. De nombreux opérateurs ont investi dans la filière en obtenant des licences de distribution et de transport d'hydrocarbures. Par ailleurs, de nouveaux distributeurs se sont signalés dans le gaz butane et ont amélioré assez rapidement leurs parts de marché, favorisés en cela par la réalisation, en pleine propriété, de petits centres emplisseurs et d'une unité de fabrication de bouteilles ; ceci a permis de stimuler une certaine concurrence au niveau des grossistes.

De plus, l'adoption de la loi 98-31 du 14 avril 1998 n'étant pas suffisante pour rendre opérationnelle la libéralisation totale des activités du sous-secteur des hydrocarbures, l'Etat et la SAR ont convenu de signer l'avenant n°6 portant abrogation de la Convention d'Etablissement de la SAR signée en 1962, pour consacrer l'élimination des avantages octroyés à la raffinerie. En effet, les articles 7 et 40 de cette Convention prévoient une exclusivité de ses actionnaires dans l'accès aux produits de la raffinerie ainsi que l'octroi d'une subvention de 2,30 \$ US par baril d'une part, et d'autre part que toute modification de son contenu requiert l'approbation des parties signataires.

III.1.7 : Utilisation d'instruments économiques, notamment la fixation des prix et la réforme de la Tarification.

La fixation des prix de l'énergie, à l'exception du bois et charbon de bois, est une prérogative de l'Etat. Ainsi, pour l'électricité, le prix est fixé par arrêté interministériel (Ministre chargé du Commerce et Ministre chargé de l'Energie), après avis de la Commission de Régulation de l'Electricité (CRSE). Pour ce qui est des hydrocarbures, les prix sont ajustés selon les modalités définies par le décret n° 98-342 du 21 avril 1998. Enfin, il convient de rappeler que le prix du bois de feu, du charbon de bois et des combustibles assimilés est librement fixé par les opérateurs, depuis la réforme de 1998.

III.1.8 Participation d'entreprises privées aux activités du secteur électrique, impact sur les services liés à l'électricité et rôle joué (production, transport, distribution).

L'implication du secteur privé est un axe majeur de la politique énergétique du Sénégal. Déjà, avant la réforme du secteur intervenu en Avril 1998, il existait des autoproducteurs indépendants (Compagnie Sucrière du Sénégal, Société Nationale des Oléagineux du Sénégal) qui produisaient de l'énergie électrique pour leur consommation propre et qui vendaient l'excédent à la Société Nationale d'Electricité (SENELEC). Cette politique s'est encore accentuée avec l'avènement de la réforme qui a ouvert totalement le segment de la production aux privés.

Actuellement, il existe un producteur indépendant qui a mis en place sous forme de BOOT une centrale électrique à cycle combine de 30 MW. Ce producteur, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, a signé une convention avec la SENELEC qui lui garantit l'achat de sa production à un prix fixé d'avance. Des privés japonais ont également un projet de construction en BOOT d'une centrale de 60 MW à Kounoune, situé à 26 Km de Dakar.

Les segments transport et distribution de l'électricité sont pour le moment détenus par la SENELEC. Toutefois, dans le cadre de la politique définie pour l'électrification rurale, les privés bénéficiaires de concession assurent la distribution de l'électricité à l'intérieur de leur périmètre. Ainsi, à terme, seul le transport de l'électricité restera une exclusivité de la SENELEC. Tous les autres segments seront ouverts aux privés.

L'impact de l'implication des privés est encore difficile à percevoir, compte tenu de la nouveauté de la démarche. Cependant, il a été constaté que le déficit de production de l'électricité a été fortement amélioré, ces dernières années, grâce notamment à l'avènement de producteurs indépendants.

III.1.9 Participation des grands groupes³ à la prise de décisions dans le domaine de l'énergie, au niveau national et local.

Les décisions en matière de politique énergétique relèvent de la puissance publique. Toutefois, les grands groupes sont associés dans une certaine mesure dans l'élaboration de ces décisions, sous diverses formules. Ainsi, les lettres de politiques sectorielles, les projets de loi ou décret concernant le secteur sont préparés par des groupes de travail où participent les syndicats, la société civile, etc... Par ailleurs, les textes de loi sont votés par l'Assemblée nationale où la plupart des grands groupes ont leurs représentants. En outre, les réformes tarifaires font l'objet obligatoirement d'une consultation publique initiée par la Commission

de Régulation du Secteur de l'Electricité. De façon globale, on peut noter que les grands groupes participent dans une large mesure dans l'élaboration des décisions majeures concernant l'énergie.

III.1.10 Participation des femmes à l'évaluation des besoins ou à la planification et à l'élaboration des politiques liées à l'énergie aux niveaux local et/ou national.

Comme au Point précédent, les femmes, en tant que grand groupe, sont associées, à travers leurs représentantes, dans l'élaboration des politiques énergétiques au niveau national. Au niveau local, l'Agence Sénégalaise pour l'Electrification rurale, à travers son programme PREMs (Projet Energétique Multisectoriel), agit pour que les femmes jouent un rôle moteur dans l'identification des besoins et des projets à mettre en oeuvre.

III.1.11 Programmes conçus pour accroître la part de l'énergie renouvelable dans l'approvisionnement national en énergie, y compris des informations sur leurs objectifs et leurs cibles.

Le Sénégal qui a vu l'installation de la première pompe solaire thermodynamique, en 1962, a mis en oeuvre plusieurs projets dans le domaine des énergies renouvelables. Toutes les applications en énergies renouvelables(ER) ont été développées dans notre pays, à savoir notamment :

- le pompage solaire thermodynamique ;
- le pompage solaire photovoltaïque ;
- la centrale solaire thermodynamique ;
- la centrale solaire photovoltaïque ;
- le chauffage solaire ;
- le séchage solaire ;
- la production de biogaz ;
- la production d'électricité à partir d'aérogénérateurs.

Le Sénégal qui possède plus de 2 MWc installés de solaire photovoltaïque est le pays le plus fourni en installations ER de l'Afrique de l'Ouest. La plus grande centrale solaire de l'Afrique (Dionewar, 100 KWc) se trouve au Sénégal. En dépit de ces importantes réalisations, la part des ER dans le bilan énergétique reste faible, si l'on exclut l'hydroélectricité. C'est pour inverser cette tendance que plusieurs programmes sont actuellement en cours initiés par l'ASER parmi lesquels le projet Hispano-sénégalais qui prévoit d'équiper 10.000 ménages en systèmes photovoltaïques décentralisés.

III.1.12 Mesures et programmes adoptés pour accroître le rendement énergétique des véhicules de transport, par exemple, normes de consommation d'essence des véhicules, programmes d'inspection et d'entretien, introduction de carburants moins polluants.

Il n'y a pas encore de mesures spécifiques destinées à accroître le rendement énergétique des véhicules de transport. Toutes les mesures s'inscrivent dans le cadre de réduire le rejet de gaz à effet de serre. Il s'agit notamment :

- de la limitation à cinq (5) ans de l'âge des véhicules importés ;
- du renouvellement des véhicules de transport public ;
- de la formation des chauffeurs pour améliorer leur tenue de route ;
- la mise en place d'un centre de contrôle de véhicules doté d'équipements modernes.

S'agissant de la promotion de carburants moins polluants, il convient de signaler la décision d'introduire, à compter de novembre 2005, de l'essence sans plomb qui sera généralisé au bout de deux à trois ans. Par ailleurs, le Ministère de l'énergie a prévu de mettre en place, en collaboration avec tous les acteurs concernés, un programme de production de biocarburant. Ce programme démarrera par une phase expérimentale avec l'appui de la coopération hollandaise.

III.1.13 Existence d'un programme d'utilisation de l'énergie nucléaire et d'information sur les matières nucléaires transportées à l'intérieur ou au-delà des frontières nationales, programmes nationaux visant à assurer la sûreté nucléaire, arrangements relatifs aux examens et auditions publics

Le Sénégal, depuis son accession à l'indépendance, en 1960, a entrepris de développer les applications pacifiques de l'atome. A cet effet, il a ratifié le Traité de Non Prolifération (TNP) et a adhéré à l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique (AIEA) depuis 1960. Compte tenu du seuil de rentabilité d'une centrale nucléaire qui est de 500MW alors que la pointe actuelle du Sénégal ne dépasse pas 400MW, notre pays n'a pas opté pour la filière électronucléaire. Par contre toutes les autres applications pacifiques de l'atome (Agronomie, hydrologie, médecine nucléaire) sont développées au Sénégal avec l'appui de l'AIEA qui finance la quasi totalité de ces programmes. C'est pour tirer profit des nombreuses possibilités qu'offre l'utilisation des technologies nucléaires que l'Etat du Sénégal, avec le concours de l'AIEA, a mis en place l'Institut de Technologie Nucléaire Appliquée dont le rôle est d'aider à la promotion de ce secteur notamment par la formation, l'entretien et la maintenance des appareils électroniques et de mesures destinés au fonctionnement des programmes.

III.2 RENFORCEMENT DES CAPACITES, INFORMATION ET RECHERCHE-DEVELOPPEMENT

III.2.1 Initiatives visant à établir de nouvelles institutions nationales ou locales responsables des programmes nationaux relatifs à l'énergie au service du développement durable, ou à renforcer ou reformer celles qui existent déjà

La réforme intervenue en 1998 dans le secteur et les institutions créées à cette occasion (Agence Sénégalaise de l'Electrification Rurale, Commission de Régulation du Secteur de l'Electricité, le Comité national des Hydrocarbures) sont les initiatives majeures les plus récentes dans ce domaine. Il convient, en outre de signaler, la création envisagée de l'Agence Nationale d'Economie d'Energie (ANEE) qui dans le contexte actuel de hausses vertigineuses du pétrole revêt une importance capitale.

III.2.2 Formation ou autres activités de renforcement des capacités entreprises pour améliorer la planification énergétique, la gestion de l'efficacité énergétique ou la mise en valeur de sources d'énergies nouvelles et renouvelables

Les cadres et techniciens évoluant dans le secteur bénéficient d'une formation continue régulière. Ils participent à des séminaires et cours de formation organisés tant au niveau national qu'à l'extérieur. Par ailleurs, il convient de signaler l'existence de structures de formation pour tous les niveaux qui fournissent aux entreprises et Administration du secteur les ressources humaines nécessaires à leur fonctionnement. Parallèlement beaucoup de sénégalais continuent à se former à l'étranger (Europe, USA, etc) ce qui contribue ainsi au renforcement des capacités du secteur énergétique dans son ensemble et des énergies renouvelables, en particulier .

III.2.3 Lancement de campagne d'information et de programmes éducatifs pour sensibiliser davantage le public sur l'efficacité énergétique et sur les systèmes énergétiques écologiquement rationnels

Périodiquement des campagnes d'information et de sensibilisation sont menées notamment par la Société Nationale d'Electricité (SENELEC) qui, pour faire face à son déficit de production, incite ses clients à consommer moins et mieux. Des campagnes d'information sont également réalisées pour l'utilisation des foyers améliorés dans le cadre des programmes de lutte contre la désertification et d'utilisation efficace des combustibles domestiques. Ces actions de sensibilisation en faveur de l'efficacité énergétique devraient encore s'intensifier avec la création prochaine de l'Agence Nationale d'Economie d'Energie (ANEE).

III.2.4 Réseaux de centres d'excellence consacrés à l'énergie au service du développement durable, assurant un meilleur partage des informations, le renforcement des capacités et le transfert des technologies plusieurs structures sénégalaises sont membres de réseaux.

C'est ainsi que ENDA, Organisation non Gouvernementale basée à Dakar est membre de plusieurs réseaux dont Lead Africa.

III.2.5 Site Web spécialement consacrés aux questions visées dans les présentes directives relatives à l'énergie.

Site SENELEC : www.senelec.sn

Site ENDA-TM: www.Enda.sn

Site CRSE : www.crse.sn

III.2.6 Initiatives visant à promouvoir la recherche et le développement concernant diverses technologies faisant appel à l'énergie ; énergie renouvelable ; efficacité énergétique, technologies énergétiques de pointe, y compris les techniques moins polluantes d'exploitation des énergies fossiles, toutes autres initiatives

La création du Centre d'Etudes et de Recherche sur les Energies Renouvelables (CERER), en 1980, et celle du Laboratoire en Energies renouvelables, au niveau de l'Ecole Supérieure Polytechnique constituent des initiatives fortes dans ce domaine. A cela, il convient d'ajouter l'existence du Laboratoire d'Energie Solaire de la Faculté des Sciences et Techniques de l'Université Cheikh Anta DIOP et la mise en place au CERER, grâce à la coopération Allemande d'un centre d'essais et d'homologation d'équipements solaires photovoltaïques.

Pour ce qui est du financement de la Recherche, deux sources existent :

- le Fonds de l'Impulsion de la Recherche Scientifique et Technique logé au Ministère de la Recherche scientifique qui a eu à appuyer plusieurs projets de recherche émanant principalement de l'Université ;
- le Ministère de l'Energie qui appuie particulièrement le CERER.

III.3 : FINANCEMENT

Pour aider à la promotion de l'Electrification rurale, l'Etat a mis en place des lignes de crédits et des subventions destinées aux entreprises privées attributaires de concession, dans le cadre du programme ASER. Par ailleurs, il est également prévu la création d'un Fonds national d'Electrification rurale dont l'objectif est de favoriser l'accès des couches défavorisées à l'électricité.